

# CH<sup>LES</sup> CHARPENTIER,

## A SES CONCITOYENS.

Je me présente à vos suffrages ; voici ma profession de foi :  
Je prends pour devise : pas d'anarchie... pas de réaction...  
Je suis homme d'ordre.

Je n'appelle pas homme d'ordre celui qui veut entraîner  
brutalement et sans étapes l'humanité sur la voie du progrès  
qu'elle doit parcourir, mais parcourir pacifiquement.

Je n'appelle pas homme d'ordre non plus celui qui prend  
une forme de gouvernement à l'essai, qui l'accepte provisoirement,  
sous bénéfice d'inventaire, sous toute réserve de fait et  
de droit.

L'homme d'ordre pour moi est l'homme du progrès prudent  
et continu, l'homme de la constitution comprise avec loyauté,  
interprétée républicainement dans ses conséquences.

L'homme qui, aimant la constitution pour ce qu'elle sera,  
plus peut-être que pour ce qu'elle est, veut qu'elle se déve-  
loppe et non qu'elle s'étoile ; veut la faire grandir et non l'am-  
puter.

Vous êtes républicain ? me dira-t-on.... Je réponds oui !

Vous avez été légitimiste ? ajoutera-t-on.... Encore oui, j'ai  
été légitimiste... même légitimiste démocrate, personne ne le  
contestera, à une époque où beaucoup de républicains étaient  
républicains aristocrates.

Mon présent dément-il mon passé ? Non.... Il en est le cor-  
rollaire, la conséquence logique.... Je m'explique :

Il n'y a jamais eu pour moi que deux formes de gouvernement  
raisonnables : l'une découlant d'un principe de vérité relative  
s'appelant monarchie héréditaire ; l'autre émanant d'un prin-  
cipe de vérité absolue, et s'appelant république.

Un peuple peut-il arriver de prime-saut, et sans préambule,  
à l'application du principe de vérité absolue ? Non. Le temps

est le grand édificateur de la vérité pure ; l'homme ne naît pas à trente ans ; la France n'est pas née âgée de quatorze siècles.

La France a dû d'abord faire son territoire. La monarchie peut être conquérante ; la république ne doit pas l'être.... La monarchie seule pouvait le créer ; elle l'a créé.

La France devait fonder dans son unité morale les mœurs, les coutumes, les lois de ses provinces, comme elle avait fondu dans son unité matérielle les provinces elles-mêmes. Centre d'unité, la monarchie seule pouvait constituer l'unité.... Elle l'a fait, glorieusement fait.... Ne renions pas le passé en nous emparant de l'avenir...

Voilà pourquoi j'étais, en 1850, légitimiste de toute mon ardeur de dix-huit ans.

En 1848, la république a été proclamée.

Je ne l'ai pas subie.... Je ne subis rien....

Je l'ai accueillie comme on accueille à son foyer un hôte qu'on n'attend pas, qu'on espère presque, auquel on tend au moins loyalement et cordialement la main.... Je ne sais pas la tendre autrement.

Je l'ai acceptée sans effroi.... Je n'ai pas peur du peuple... moi.

Sans répugnance.... Ce qui me répugnait avant tout... c'était le système bâtarde, illogique et corrupteur des dix-huit ans, y compris son cortège d'apôtres, d'exploiteurs, et son bagage de quasi-principes, de mensonges et d'astucieuses fictions.

Je l'ai acceptée, parce que je veux, homme de principe, qu'une société soit conduite par un principe ;

Parce que le principe monarchique, mort depuis dix-huit ans, ne peut être remplacé que par le principe républicain ;

Parce qu'un peuple déclaré majeur ne redévient pas mineur ;

Parce que, constitué sous les auspices d'un seul, mais pour tous, puisque tous ont aidé, l'état constitué définitivement appartient à tous ;

Parce que la monarchie, morte en dix-huit cent trente, a laissé un héritage et un héritier..., et que cet héritier, c'est le peuple et non pas le premier venu.

Voilà pourquoi j'ai accueilli la république. La forme républicaine adoptée, tout est-il dit? Hélas non.... Cette forme

doit avoir ses conséquences ; il faut qu'elle se manifeste par des améliorations pratiques. Une belle devise ne cicatrise pas les plaies de la société. Celui qui souffre se contente peu d'un mot, et on souffre en France.

Le propriétaire souffre. S'il doit, l'usure le dévore ; s'il ne doit pas, grâce à l'impôt, il retire deux et demi d'un capital qui vaut cinq.

L'ouvrier cultivateur souffre... ; ses salaires, prélevés sur un revenu de deux et demi, sont infimes comme le chiffre du revenu.... Il émigre, et vient, par la concurrence, faire souffrir l'ouvrier de ville, en le faisant et en se faisant comme lui compagnon de la faim !

Ces douleurs sociales ont une cause unique, le défaut d'argent entre les mains des propriétaires ruraux. Je ferai tout ce qui dépendra de moi pour corriger cet état de choses, en favorisant l'agriculture. Quel que soit l'embarras des finances, je demanderai immédiatement l'établissement de banques départementales et cantonales pour venir en aide au secours des propriétaires ruraux.

Il faut de l'argent pour organiser ces banques, me dira-t-on. Oui, il faut de l'argent, et on en trouvera.... En Prusse on en a bien trouvé.... Il faut en trouver... c'est urgent.

De l'argent, on peut en trouver.

Le propriétaire rural produit et consomme ; le rentier consomme et ne produit pas ; le propriétaire paie un impôt, le rentier n'en paie pas ; j'aime mieux le propriétaire rural que le rentier.... Je veux que le rentier paie.

Le rouage administratif est trop compliqué ; il y a trop d'emplois, il faut en réduire le nombre.... Il y a des emplois trop payés, il faut qu'ils le soient moins.

Je connais la valeur d'un écu dans la main du peuple, de l'agriculteur, de l'ouvrier. Je sais quelle quantité de sueurs honorables il représente ; je sais que, produit du travail, il retournera au travail.

Je sais aussi que sorti des mains du travailleur pour entrer dans le cercle vertigineux des opérations d'agiotage.... il y restera, il y restera pour s'accoupler à l'usure... que jamais la moindre de ses petites fractions ne reviendra féconder le travail du petit producteur.

Je ne veux pas que l'écu de nos ouvriers et de nos paysans

aille rouler sur les rails du chemin de fer, ou se noyer dans les profondeurs du canal actionné et coté.

Je veux que l'état s'empare de ces grands travaux.

Je veux au moins, s'il permet le jeu d'actions, qu'il fasse payer les cartes aux joueurs.

C'est le moyen de ramener l'argent à sa véritable destination... à l'agriculture, au travail honnête.

On a trop oublié, jusqu'à présent, celui qui ne possédait pas. Ce long oubli doit être réparé, le pauvre doit être protégé comme le riche.... Dieu est le père de tous.

Rien ne doit rester en friche dans le monde matériel, rien ne doit rester en friche dans le monde moral ; l'instruction doit donc être gratuite, publique et obligatoire.

Je veux qu'on aide le travailleur ; le travail doit rendre propriétaire dans une société bien organisée.

Je veux devant la loi une égalité réelle. Elle n'existe pas.

Les frais d'un procès n'effraient pas le riche ; ils ruinent le pauvre.... On renonce souvent à un droit certain... on n'a pas d'argent pour le soutenir. Cet état de choses doit cesser.

Il ne faut pas, non plus, qu'un agriculteur puisse être exproprié, un pauvre ouvrier ruiné pour une dette de 50 fr., décuplée par les frais.

Voilà quelques idées jetées ; elles ne forment pas programme ; mais tout s'enchaîne dans la vie politique d'un homme ; elles suffisent pour établir la ligne que je suivrai.

La suivrai-je avec indépendance et loyauté ?

Le bourdonnement calomnieux des moustiques politiques et des brouillons me mettront-ils de la haine au cœur, et me pousseront-ils à un excès ?

Les gentillesses intéressées des louangeurs, d'un autre côté, me pousseront-elles à un autre excès ?

Saurai-je résister aux ennemis, ce qui est facile ; aux amis, ce qui est plus difficile ?

On me connaît... et ces questions ne seront pas posées.... Charles Charpentier fait ce qu'il veut faire, et ce qu'il veut faire est ce qu'il doit faire. C'est assez.

CHARLES CHARPENTIER, *avocat.*